

Il ne suffit pas d'exiger un cessez-le-feu contre la guerre génocidaire **S'imposent l'arrêt des exportations d'armes et financer l'UNRWA**

On ne dénoncera jamais assez l'odiosité du gouvernement canadien qui a hésité et tardé à réclamer un cessez-le-feu au fascisant gouvernement sioniste concernant sa terriblement asymétrique guerre génocidaire contre le peuple palestinien, et pas seulement contre la Bande de Gaza. Il faut dire que le gouvernement québécois a fait pire en tardant davantage et en persistant à ouvrir un bureau du Québec en Israël.

N'empêche que le gouvernement Trudeau a maintenu son soutien stratégique à Israël, tête de pont de l'impérialisme occidental pour le contrôle du Moyen-Orient, puits intarissable de pétrole bon marché et plus important carrefour géostratégique mondial, en continuant à lui exporter de l'armement. C'est ce que dénonce une coalition de la société civile canadienne et quelque peu québécoise d'ONG et d'églises mais non celle catholique (<https://oxfam.qc.ca/lettre-ouverte-transferts-armes-israel/>).

Là où cependant le gouvernement canadien a dépassé les bornes de l'odiosité et de servilité vis-à-vis l'impérialisme étatsunien est sa suspension précipitée de son financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Pourtant l'ONU a congédié ces personnes et a mis en branle le mécanisme d'examen prévu pour de tels cas. L'Office est le premier organisme humanitaire pour les personnes réfugiées de Gaza et d'ailleurs dans cette région. Elle est irremplaçable pour ces millions de personnes et est devenue indispensable car « *les conséquences sur place de ces coupes budgétaires vont à l'encontre des mesures provisoires émises le vendredi 26 janvier par la Cour internationale de justice.* »

Le prétexte en est qu'Israël accuse une douzaine des 13 000 personnes, sur 30 000 au total, employées de l'UNRWA dans la Bande de Gaza d'avoir participé à l'audacieuse percée du mur faisant de cette Bande une prison à ciel ouvert régulièrement bombardée, et à la prise des postes militaires adjacents dont plusieurs militaires israéliens ont été faits prisonniers. Rappelons que la lutte armée des peuples opprimés est conforme au droit international.

Malheureusement l'organisation politico-militaire Hamas, réactionnaire et fondamentaliste administrant la Bande de Gaza, a planifié ou a laissé faire un massacre vengeur de plusieurs centaines personnes civiles et peut-être de soldats désarmés sans compter la prise d'otages civils. C'est là une imitation à petite échelle des crimes à grand déploiement de l'armée sioniste depuis la Nakba (catastrophe) du nettoyage ethnique de 1948. Comme la guerre génocidaire israélienne, ce crime de guerre du Hamas mérite un examen de la Cour internationale de justice. On ne dira jamais assez comment cette bavure du Hamas a

donné un prétexte en or au gouvernement israélien pour sa guerre vengeresse et sans quartiers.

Devant ce scandale de non financement par les grandes puissance occidentales dont le Canada, six grands syndicats canadiens (SCFP, STTP, AFPC, Unifor, Métallos, NUPGE) représentant plus de deux millions de personnes salariées ont exigé du gouvernement canadien qu'ils annulent cette décision inhumaine pour ne pas dire barbare (<https://scfp.ca/des-syndicats-reclament-le-retablissement-du-financement-lunrwa>). Certes, cet appel inclut de facto plusieurs syndicats de la FTQ mais aucun des autres centrales québécoises. La CSN a bien appuyé une déclaration du CISO pour un cessez-le-feu dès octobre 2023 mais est demeuré silencieuse depuis lors. Quant aux autres centrales, sauf erreur c'est motus et bouche cousue. Il est vrai que la lutte du secteur public a été accaparante. Mais n'est-ce pas là une excuse facile ?

Marc Bonhomme, 18 février 2024

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca